

Compte Rendu Conseil Municipal

Séance du 17 janvier 2019

Présents

Bruno Loustalet
Yannick Semay
Philippe Guillard
Guy Caplat
Valérie Berger
Jean-Michel Thuot
Suzanne Borrel-Jeantan
Josiane Brignone
Kamel Mohammadi
Audrey Duprat
Serge Manié
Christian Julian

Excusé

Pouvoirs

Marie Paule Dupuy-Roudel
(Pouvoir à M. Loustalet)
Nicolas Zimerli
(Pouvoir à M. Thuot)
Sabine Basili
(Pouvoir à M. Caplat)

L'an deux mil dix-neuf, le dix-sept janvier à 20 heures 30, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Kamel MOHAMMEDI

M le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le jeudi dix-sept janvier à 20 h 30
Enregistrement intégral sans pause »

En préambule, Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée de la demande d'enregistrement émise le 14 janvier 2019 par courriel, de l'Association Uthil Avant Tout.

1. Compte rendu de la précédente réunion :

Le Maire annonce qu'il y a eu deux erreurs de frappe dans le précédent compte-rendu du conseil :

- l'une sur la délibération n°18/06/03 concernant le nombre de votants, la délibération est votée à 11 voix Pour et 4 voix Contre alors qu'il n'y avait que 14 votants, c'est donc 14 voix Pour qu'il faut lire.
- l'autre sur l'intitulé, dans le compte-rendu de la délibération n°18/06/07 noté : « **DELIBERATION 18/06/07 : SPL GESTION DES ESPACES PUBLICS DU RHONE AMONT – ACTIVITE ANNEE 2017** » au lieu de « **DELIBERATION 18/06/07 : Assainissement collectif – Autorisation de travaux à la CCMP** ».

L'assemblée n'ayant pas d'autres remarques, le Compte-Rendu précédent est approuvé.

2. Décision budgétaire

M. le Maire présente la décision budgétaire prise à la demande de M. Moisson, Trésorier, d'un montant de 1 600€ qui couvre un manque de 57 cts sur le compte 2031 : Frais d'études et 1 500€ sur le compte 1641 : Remboursement d'emprunts. Ce dernier a été réglé deux fois, mais la perception n'a pas été en capacité de prévenir si le second mandat est passé ou non. A titre de précaution, M. Moisson a demandé à la commune de faire un virement de crédit de compte à compte.

3. FINANCES

M. le Maire détaille les Décisions Modificatives présentées en séance

Pour régler la participation de la Commune au raccordement à la STEP des Iles, il faut prendre deux décisions modificatives afin de ré-imputer l'argent sur les bonnes lignes comptables. En effet, ces lignes ont été budgétisées sur de la subvention d'équipement alors qu'il faut que ce soit imputé sur de la subvention exceptionnelle.

Le Président de la 3CM étant au courant, le paiement peut se faire dès le 21/01/2019

DM N°4 BUDGET ASSAINISSEMENT : PARTICIPATION AU RACCORDEMENT A LA STEP DES ILES POUR UN MONTANT DE 185 000€ HT SOIT 222 000 € TTC

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6743 : Subvention de fonctionnement exceptionnelle		185 000 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles		185 000 €
D 6811-042 : Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	18 500 €	
TOTAL D 68 : Dotations aux amortissements	18 500 €	
R 796 - 042 : Transfert de charges financières		185 000 €
D 023 : Immobilisations en cours		4 000 €
TOTAL R 042 : Opération d'ordre entre section		189 000 €
R 70611 : Redevance d'assainissement collectif	14 500 €	
TOTAL R 070 : Prestations de services	14 500 €	
D 4818 – 042 : Charges à étaler		185 000 €
D 2315 : Installations, matériel et outillage techniques	189 000 €	
R 021 : Immobilisations corporelles	4 000 €	

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

DM N°5 BUDGET ASSAINISSEMENT : PARTICIPATION AU RACCORDEMENT A LA STEP DES ILES POUR UN MONTANT DE 92 500€ HT SOIT 111 000 €TTC

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6743 : Subvention de fonctionnement exceptionnelle		92 500 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles		92 500 €
D 023 : Immobilisations en cours		
TOTAL D023 : Virement à la section d'investissement		
D 6811-042 : Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	9 250 €	
TOTAL D 68 : Dotations aux amortissements	9 250 €	
R 796 - 042 : Transfert de charges financières		92 500 €
TOTAL R 042 : Opération d'ordre entre section		92 500 €
R 70611 : Redevance d'assainissement collectif	9 250 €	
TOTAL R 070 : Prestations de services	9 250 €	
D 4818 – 042 : Charges à étaler		92 500 €
TOTAL R042 : Opération d'ordre entre section		92 500 €
D 2315 : Installations, matériel et outillage techniques	92 500 €	
TOTAL D041 : Opérations patrimoniales	92 500 €	
R 021 : Immobilisations corporelles		

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

4. CONVENTION DE FOURRIERE INTERCOMMUNALE

M. le Maire donne lecture du projet de délibération.

M. le Maire rappelle que la commune de Miribel a demandé à la CCMP de lui transférer cette compétence car Miribel est très affecté par le problème de stationnement illicite. La CCMP a décidé de garder cette compétence et d'agir en concluant un contrat de service avec un fourériste agréé. Cela donne lieu à une convention entre le fourériste et la communauté de commune dans laquelle les tarifs sont annexés.

Pour rappel, c'est bien la personne incriminée qui supportera les tarifs de prestations de fourrière comme les enlèvements, gardiennage et autres. Concernant les épaves, si personne n'est retrouvé, le fourériste peut vendre le véhicule et se rémunérer sur la vente. Les frais d'enlèvement, dans ce dernier cas, seront à la charge de la Communauté de Communes. La commune n'a rien à payé au titre de cette convention sauf les doléances des propriétaires.

Thil est très peu impacté par le problème de stationnement illicite donc M. le Maire propose de signer la convention avec la communauté de communes.

M Caplat demande qui doit faire appel à la fourrière et si l'on doit passer par la gendarmerie.

M. le Maire précise que c'est bien à la mairie de prendre contact avec le fourériste et que cela intervient dans le cadre des pouvoirs de police du maire.

DELIBERATION 19/01/01 : CONVENTION DE MISE EN FOURRIERE

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le rapporteur rappelle que par délibération en date du 11/07/2018 l'assemblée a confirmé le maintien de la compétence communautaire « fourrière automobile » inscrite comme compétence facultative dans les statuts affirmant ainsi une volonté politique de proposer à court terme un service opérationnel aux communes.

Il informe que la CCMP met en place à la rentrée de janvier 2019 une convention avec un fourrieriste agréé, la société WARNING ASSISTANCE, basée sur la commune de Rillieux-La-Pape. Elle sera en mesure d'intervenir sur l'ensemble du territoire.

La convention de prestation définissant les modalités d'intervention du fourrieriste et le rôle des différentes autorités appelées à travailler avec le prestataire ainsi que les tarifs attachés ont fait l'objet de délibérations adoptées en Conseil Communautaire en date du 03 décembre 2018.

La convention et les tarifs sont attachés à la présente délibération et ont été transmis avec la note de synthèse.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Approuve la convention telle que présentée ;
- Autorise le Maire à la signer avec la communauté de communes, ainsi que toutes les pièces qui s'y rapportent

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

CONVENTION
Fourrière Automobile

Entre :

La communauté de communes de miribel et du plateau

1820 grande rue

01700 MIRIBEL

Représentée par son Président, Monsieur Pascal PROTIERE, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire en date du .

Dénommée "l'autorité publique de fourrière ou la CCMP"

D'une part,

Et

Dénomination et adresse

Nom et prénom :

Tél - Fax Courriel -

☐ **Agissant en mon nom personnel**

Ou sous le nom de:

.....
.....

Domicilié à :

.....
.....

☐ **Agissant pour le nom et le compte de la Société** (*intitulé complet et forme juridique de la société*)

.....
.....
.....

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

Numéro d'identité d'établissement (S.I.R.E.T.) Code d'activité économique principale (A.P.E.)

Numéro d'inscription au Registre du Commerce (ou au Registre des Métiers)

Ayant son siège à :

Dénommé "le prestataire de fourrière"

D'autre part,

ARTICLE 1 : Contexte et objet de la convention

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau (CCMP), établissement public de coopération intercommunale, est statutairement compétent pour « la création et la gestion d'une fourrière automobile intercommunale ». Cette compétence n'a jamais été mise en œuvre à ce jour sur les communes membres qui la compose.

Pour permettre aux maires et aux polices municipales des communes membres de l'intercommunalité qui le souhaitent (Neyron, Miribel, Beynost, Thil, Tramoyes et Saint Maurice de Beynost), et plus généralement aux forces de police, de faire face aux véhicules gênants ou stationnant irrégulièrement, la CCMP a décidé de proposer ce service public en conventionnant avec un fourrier agréé.

Il est précisé que la CCMP, bien qu'autorité légale de la fourrière, n'est pas investi du pouvoir de police qui demeure de la seule compétence des maires, qui ont seuls autorité sur les policiers municipaux de leur commune. Le Président de la CCMP, bien qu'autorité légale du service public de la fourrière automobile, ne pourra donc pas prescrire de mise en fourrière, de même que les agents communautaires.

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'exercice par le prestataire du service de la fourrière automobile, la fixation des règles de son fonctionnement et les définitions des obligations respectives des parties. En outre, la convention a pour objet de définir les caractéristiques des prestations correspondant à la mission d'exécution matérielle de la décision de mise en fourrière.

La mission ci-dessus délivrée concerne exclusivement les mises en fourrière prescrites par les autorités administratives ou judiciaire suivantes :

- Les maires des communes membres de la CCMP seuls détenteurs du pouvoir de police
- L'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent de la Gendarmerie Nationale
- L'Agent de Police Judiciaire Adjoint, chef de Police Municipale ou occupant ces fonctions, territorialement compétent, de sa propre initiative ou sur proposition de l'agent qui a verbalisé à la suite d'une infraction justificative de mise en fourrière (article R325-14 du Code de la Route).

Lorsque le véhicule a été volé, que son propriétaire n'a pu être identifié ou lorsqu'il est muni de fausses plaques d'immatriculation, sa mise en fourrière ne peut être prescrite que par un Officier de la Gendarmerie Nationale territorialement compétent, ou avec son accord préalable exprès.
(Article R325-14 du Code de la route)

Sur prescription de l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent, les Gendarmes et les Agents de la Police Municipale sont autorisés à ouvrir ou à faire ouvrir ainsi qu'à conduire ou faire conduire le véhicule vers la fourrière (article L325-2 du Code de la Route).

ARTICLE 2 : Champ d'application

Cette convention s'applique aux services d'enlèvement, de garde, de restitution à leurs propriétaires, de remise pour aliénation au service des Domaines et de remise pour destruction à une entreprise de démolition, des véhicules gênants ou à stationnement irrégulier

Ces interventions auront lieu sur le territoire des communes membres de l'intercommunalité qui auront au préalable conventionnées avec la CCMP pour bénéficier de ce service public. La liste des communes sera communiquée au prestataire par la CCMP au démarrage de la prestation et actualisée le cas échéant.

Les enlèvements ne pourront se faire qu'en présence des personnes habilités à prescrire la fourrière, sur les voies ouvertes à la circulation publique ou sur leurs dépendances ou dans les lieux publics ou privés où ne s'applique pas

le Code de la Route, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Le prestataire s'engage à respecter la législation sur les fourrières automobiles, et notamment les dispositions suivantes :

- L'ordonnance n°2000-930 du 22 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de la Route,
- La loi 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne
- Le décret 2001-251 du 22 mars 2001 relatif à la partie réglementaire du Code de la Route,
- La loi 2003-230 du 18 mars 2003 relative aux pouvoirs des Maires et des Polices Municipales,
- L'arrêté du 21 mai 2013 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles,
- Observer les clauses dudit Code et plus particulièrement les articles L 325-1 à L 325-13 et R 325-1 à R 325-52 relatives à l'immobilisation, à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres.

Le prestataire s'engage à respecter la législation sur l'environnement :

- Respecter les dispositions de la circulaire N°85 du 4 janvier 1985,
- Observer les clauses de l'article L 541-1 du code de l'environnement

ARTICLE 3 : Obligations relatives à l'activité elle-même

Le prestataire déclare à l'autorité du service public :

- avoir une existence légale et une forme juridique appropriée,
- être en conformité avec la réglementation relative à la protection de l'environnement,
- de ne pas exercer une activité de destruction ou de retraitement de véhicules usagers,
- être en conformité avec les prescriptions du Code de la Route,
- que les véhicules utilisés pour l'enlèvement et le transfert en fourrière devront être conformes aux dispositions de l'arrêté du 30 septembre 1975 relatif à l'évacuation des véhicules en panne ou accidentés, modifié par l'arrêté du 25 juin 2001.
- être agréé par Monsieur le Préfet du Département du Rhône conformément à l'article R 325-24 du Code de la Route.

ARTICLE 4: Secteur d'intervention

Le prestataire est chargé d'exécuter la mise en fourrière de véhicules à enlever sur le territoire de la communauté de communes de Miribel et du Plateau, **sous réserve que les communes aient conventionnées au préalable avec l'autorité de fourrière.**

Le territoire couvert par le prestataire est :

- Neyron
- Miribel
- Saint Maurice de Beynost
- Beynost
- Thil
- Tramoyes

La mise en fourrière ne relevant pas des prérogatives de la CCMP, l'autorité de fourrière ne peut pas assurer au prestataire du service un volume annuel minimal d'enlèvement.

ARTICLE 5 : Engagement du prestataire de la fourrière

Le prestataire du service s'engage conformément à la réglementation en vigueur, assurer la continuité, la sécurité, le bon fonctionnement et la qualité du service public.

Le prestataire doit être en mesure de recevoir le public et de restituer les véhicules mis en fourrière du lundi au vendredi aux horaires suivants

	Horaires d'ouverture au public de la fourrière	
	Matin	Après-midi
Lundi	9h-12h	14h-18h
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi	9h-12 h	14h – 17h
Samedi	fermeture	
Dimanche		

Le prestataire du service s'engage à être disponible 24 heures sur 24, dimanche et jours fériés compris pour :

- exécuter, sur la première demande de l'autorité juridique compétente, les opérations de mise en fourrière des véhicules en stationnement gênant ou irrégulier, **dans le délai maximum de 1 heure** ou à négocier par les prescripteurs, à compter de la demande d'enlèvement.
- L'enlèvement des épaves devra se faire dans le délai de 48 heures maximum, ou à négocier par les prescripteurs, à compter de la demande d'enlèvement.

Le prestataire du service s'engage à respecter dans l'exécution de cette mission, les lois et règlements en vigueur à la date de la mise en fourrière des véhicules, ainsi que les dispositions conformes à la présente convention.

Le prestataire s'engage à disposer du personnel qualifié et du matériel d'enlèvement suffisants pour effectuer dans les moindres délais le transfert des véhicules à la fourrière. Les véhicules d'enlèvement doivent satisfaire aux conditions de mise en circulation posées par le Code de la Route, et notamment aux obligations du contrôle technique obligatoire et de visites périodiques. Ces véhicules doivent être équipés de matériels de liaison radiotéléphonique.

ARTICLE 6 : Engagement de l'autorité et des communes adhérentes dont relève la fourrière

La CCMP et les communes prescriptrices ayant signé la convention « fourrière » s'engagent :

- à respecter et faire respecter les lois et règlements en vigueur applicables à la mise en fourrière des véhicules ainsi que les dispositions conformes à la présente convention.
- à ce que les agents placés sous son autorité :
 - recourent en priorité aux services du prestataire de fourrière précité pour l'exécution des mises en fourrière des véhicules,
 - respectent les délais convenus pour les décisions qui leur incombent,
 - fassent connaître au prestataire toutes décisions et informations utiles à l'accomplissement de sa mission, et lui communiquent notamment les noms, qualités et services des agents appelés à collaborer à cet effet avec lui.

ARTICLE 7 : Installation de fourrière

Les véhicules mis en fourrière sont entreposés, sous la responsabilité du prestataire de fourrière, dans un local et un terrain clos, gardé jour et nuit. Le local et le terrain doivent être en conformité avec la législation applicable pour la protection de l'environnement.

Le terrain est situé :

WARNING ASSISTANCE / FOURRIERE AUTOMOBILE

555 avenue de l'industrie

69140 RILLIEUX LA PAPE

Les véhicules sont placés alors sous la garde juridique du prestataire de la fourrière jusqu'à la date d'effet de la mainlevée.

Tous les biens nécessaires à l'exploitation et tous les travaux d'entretien courant et d'investissement sont à la charge du prestataire. Toutes les taxes, impôts, charges et frais nécessaires pour la gestion de la prestation seront supportés par le prestataire, notamment les consommations d'énergie, de fluides et de communication.

L'accès de la fourrière est réservé, en dehors de son personnel, aux propriétaires des véhicules mis en fourrière, au Préfet de l'Ain et du Rhône, ainsi qu'aux agents de ses services délégués par lui (services de Police et de Gendarmerie notamment) aux autorités judiciaires, aux experts, aux agents du service des Domaines ainsi qu'aux acquéreurs des véhicules mis en fourrière remis au service précité pour aliénation.

L'entreprise doit assurer le service dans les meilleures conditions de sécurité et se conformer à toutes les injonctions qui peuvent lui être faites par les autorités compétentes. Elle ne peut pas, sur ce point, s'exonérer en invoquant des surcoûts imprévus du fait de nouvelles règles de sécurité.

L'entreprise prestataire est seule responsable du fonctionnement du service. A ce titre, elle est seule responsable envers les tiers des accidents ou dommages qui peuvent survenir du fait de son service.

Elle est tenue de contracter des assurances suffisantes contre ces risques et tous les autres, y compris ceux des vols ou d'incendies des équipements, installations, et véhicules transférés et entreposés dans le parc de stationnement des véhicules.

ARTICLE 8. Compétence judiciaire

Le prestataire de fourrière peut être institué délégataire de scellés judiciaire, s'agissant de véhicules automobiles, par un officier de police judiciaire. En ce cas, l'autorité judiciaire a seule compétence pour décider des suites à réserver à cette procédure, et notamment, prononcer la mainlevée de la fourrière.

ARTICLE 9 : Enlèvement d'un véhicule mis en fourrière

La prescription de mise en fourrière d'un véhicule est présentée par les autorités compétentes mentionnées à l'article 1 qui fixent le délai de son enlèvement par le prestataire de la fourrière.

L'intervention du prestataire de fourrière peut être sollicitée jour et nuit, dimanches et jours fériés.

Pendant son transfert en fourrière, le véhicule pris en remorque ou transporté doit être inoccupé.

Les opérations de transfert du véhicule sont effectuées sous la responsabilité du prestataire de fourrière, en présence des personnes habilitées, sans danger pour les autres usagers de la route, ni dommages pour ce véhicule.

Le prestataire de la fourrière s'engage à ne pas enlever un véhicule dont le conducteur est revenu sur les lieux avant le commencement d'exécution de la mise en fourrière au sens de l'article R 325-12 du Code de la Route.

Lorsque la mise en fourrière a reçu un commencement d'exécution, le véhicule est restitué après décision de mainlevée dans les conditions prévues à l'Article R.325-38 du Code de la Route.

Le prestataire de la fourrière informe de l'exécution de la mise en fourrière l'autorité (Cf. article 1) qui l'a prescrite. Cette dernière informera le Préfet de l'Ain.

Toutefois, si la mise en fourrière n'a pas reçu de commencement d'exécution, et si le propriétaire ou le conducteur de véhicule règle les frais préalables prévus à l'Article R.325-29, ou s'engage par écrit à les régler (selon reconnaissance de dette), et à dégager la voie publique, il peut être autorisé à reprendre aussitôt son véhicule.

ARTICLE 10 : Garde des véhicules mis en fourrière

Sous la responsabilité du prestataire de la fourrière, le véhicule mis en fourrière y est conservé en l'état, de son enlèvement jusqu'à sa restitution à son propriétaire ou son conducteur, à sa remise pour aliénation au Service des Domaines ou à sa remise pour destruction à une entreprise de démolition.

Le véhicule mis en fourrière ne peut être ouvert que sur instruction de l'autorité judiciaire tant qu'il n'est pas réputé abandonné (Art. L.325-7 Code de la Route).

ARTICLE 11 : Tableau de bord

Le prestataire de la fourrière s'engage à tenir à jour par commune le "tableau de bord" du fonctionnement de sa fourrière pouvant être consulté, contrôlé ou obtenu en communication, à tout moment sur simple demande :

Pour l'ensemble des communes : par le Préfet ou son délégué, le Président de la CCMP, autorité dont relève officiellement la fourrière, l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent de la Gendarmerie Nationale

Pour leur commune respective : les Maires.

Le prestataire de la fourrière le conserve en archives avec toutes les pièces justificatives afférentes à la gestion de la fourrière, pendant 5 ans à compter de la clôture de l'exercice.

Le tableau enregistre journalièrement le mouvement des entrées et des sorties de véhicules mis en fourrière, ainsi que les renseignements suivants:

Prescription de mise en fourrière :

- Auteur et date de la décision de mise en fourrière
- Numéro d'immatriculation, genre et marque du véhicule,
- Nom, adresse, et le cas échéant, numéro de téléphone du propriétaire,
- Mention du retrait ou pas, de la carte grise; en cas de retrait, indication de son détenteur,
- Nom, siège social et numéro de téléphone de la compagnie assurant le véhicule,
- Noms et adresses du ou des éventuels créanciers-gagistes.

Enlèvement du véhicule:

- Moment de la demande d'enlèvement,
- Lieu de l'enlèvement,
- Moment de l'enlèvement,
- Motif de la non-exécution, le cas échéant.

Classement du véhicule:

- Décision de classement prise,

- Auteur et date de la décision de classement.

Notification de la mise en fourrière:

- Auteur (autorité ayant prescrit la mise en fourrière, ou autorité dont relève la fourrière),
- Date d'envoi de la notification,
- Destinataires : propriétaire, créanciers-gagistes, assureur subrogé,
- Date de réponse,
- Date limite de retrait du véhicule,
- En cas d'impossibilité de notifier :
 - o Motif de cette impossibilité
 - o Date de constatation de l'impossibilité de notifier
 - o Date limite de présomption d'abandon du véhicule mis en fourrière
 - o Suites données.

Expertise:

- Nom, adresse, numéros de téléphone et de télécopie de l'expert,
- Date de l'expertise,
- Avis de l'expert,
- Valeur marchande estimée du véhicule,
- Date de communication de l'avis de l'expert à l'autorité dont relève la fourrière,
- Classement décidé par l'autorité dont relève la fourrière.

Contre-expertise:

- Mention et date de recours à une contre-expertise par le propriétaire du véhicule,
- Nom, adresse de l'expert choisi par le propriétaire,
- Date de la contre-expertise
- Résultat de la contre-expertise,
- Date de la communication des résultats de la contre-expertise à l'autorité dont relève la fourrière,
- Décision de classement prise par l'autorité dont relève la fourrière,
- Suites données

Certificat d'immatriculation

- Mention du retrait,
- Détenteur

Sortie provisoire de fourrière du véhicule

- Date de la demande d'autorisation de sortie provisoire du véhicule,
- Date de transmission de cette demande à l'autorité dont relève la fourrière,
- Date de l'autorisation de sortie provisoire de fourrière,
- Nature des réparations,
- Itinéraire imposé,
- Conditions de sécurité prescrites,
- Nom, adresse, numéro de téléphone du réparateur choisi par le propriétaire du véhicule,
- Date de la sortie provisoire de fourrière du véhicule,
- Date de production de la facture justifiant de l'exécution des travaux de réparation prescrits.

Mainlevée de la mise en fourrière

- Date de la demande de mainlevée
- Autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée de la mise en fourrière : nom, qualité, service, adresse administrative, numéros de téléphone et de télécopie,
- Date de la décision de mainlevée et de l'autorisation de sortie définitive de fourrière, Mention de la restitution du certificat d'immatriculation.

Restitution du véhicule à son propriétaire:

- Date de la demande de restitution,
- Auteur de la demande : propriétaire, autre,
- Mention des documents présentés
- Décision de mainlevée
- Facture justifiant de l'exécution des travaux de réparation prescrits, récépissé délivré par un centre de contrôle technique agréé,
- Mention de la remise de l'autorisation de sortie définitive de fourrière,
- Date de la reprise du véhicule
- Date du compte-rendu de restitution adressé au Préfet.

Abandon du véhicule:

- Date de la proposition de constat d'abandon adressé par le délégataire de fourrière à l'autorité dont relève cette fourrière,
- Date du constat d'abandon établi par l'autorité dont relève la fourrière.
- Date de la proposition, par le délégataire de la fourrière à l'autorité dont relève cette fourrière, de remise du véhicule au service des Domaines pour aliénation,
- Date de la décision de remise au service des Domaines,
- Auteur de la Décision,
- Date de saisine du service des Domaines,
- Date de notification de cette décision au délégataire de fourrière.
- Date de notification aux créanciers-gagistes,
- Date de mise en vente
- Date de remise effective du véhicule au service des Domaines et date d'établissement du procès-verbal contradictoire,
- Mention de la décharge donnée par le service des Domaines au délégataire de fourrière, Lieu d'exposition du véhicule à la vente
- Mention : de la vente, de l'absence de vente (et motif)
- Date de remise au délégataire de fourrière du bon d'enlèvement domanial,
- Date de transmission de ce bon d'enlèvement par le délégataire de fourrière à l'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée de la mise en fourrière,
- Auteur et date de la décision de mainlevée,
- Date de retrait effectif du véhicule,
- Nom et adresse de l'acquéreur,
- Proposition de destruction du véhicule non vendu : date, auteur destinataire.

Remise du véhicule mis en fourrière à une entreprise de démolition pour destruction

- Décision de remise : date, auteur, entreprise de démolition choisie
 - o Nom ou raison sociale
 - o Numéro de téléphone
 - o Adresse ou siège social,
 - o Date de la remise
 - o Date d'envoi de la proposition de mainlevée de mise en fourrière, Décision de mainlevée : date, auteur

ARTICLE 12 : Certificat d'immatriculation

Le prestataire de la fourrière de véhicules terrestres s'engage à transmettre sans délai à l'autorité chargée de prononcer la mainlevée de mise en fourrière, tout certificat d'immatriculation de véhicule mis en fourrière et confié à sa garde. Cette autorité devra en informer sans délai le Préfet.

Tout certificat d'immatriculation d'un véhicule ayant fait l'objet d'une aliénation par le service des Domaines ou d'une remise pour destruction à une entreprise de démolition, devra être adressé au Préfet.

ARTICLE 13 : Notification de la mise en fourrière

Dans tous les cas l'autorité qui a prescrit une mise en fourrière informe le Préfet, de l'exécution de la mise en fourrière, et de la fourrière désignée. Une notification de mise en fourrière est adressée par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception au propriétaire du véhicule dans un délai de 5 jours ouvrables suivant la mise en fourrière.

ARTICLE 14 : Expertise et classement

Par délégation du Président de la CCMP, l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière classe le véhicule dans une des trois catégories prévues à l'article R 325-30 du Code de la Route et en vue de ce classement désigne, sur la liste établie par arrêté préfectoral, l'expert chargé des opérations prévues aux articles L 325-7 et R 325-30 du Code de la Route.

Toutefois, les véhicules réclamés par leurs propriétaires ou leurs conducteurs dans le délai de 3 jours suivant la mise en fourrière peuvent être restitués sans avoir été expertisés, ni classés.

Le prestataire de la fourrière se charge de convoquer l'expert pour tous les véhicules non réclamés à l'issue du délai de 3 jours suivant la mise en fourrière.

Le prestataire de la fourrière règle les frais d'expertise et les récupère sur les usagers.

Si les véhicules sont abandonnés, que le propriétaire est introuvable, inconnu ou insolvable, ces frais seront pris en charge par la CCMP dans les conditions fixées à l'article 23 de la présente convention.

ARTICLE 15 : Contre-expertise

L'autorité dont relève la fourrière, et l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière, ne peuvent s'opposer à la demande de contre-expertise présentée par le propriétaire du véhicule si ce dernier est en désaccord sur l'état de ce véhicule, avec l'avis de l'expert.

La contre-expertise sera effectuée par un expert figurant sur la liste des experts établie par arrêté préfectoral. Un même expert ne peut remplir les deux fonctions.

Les frais d'expertise et de contre-expertise seront à la charge de la CCMP, si les résultats de la contre-expertise ne confirment pas ceux de l'expertise. Dans le cas contraire, ils seront facturés au propriétaire du véhicule.

ARTICLE 16 : Sortie provisoire de fourrière

L'autorité dont relève la fourrière, et l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière, ne peuvent s'opposer à la sortie provisoire présentée par le propriétaire du véhicule, en vue exclusivement de faire procéder aux réparations visées à l'article R 325-30, ainsi qu'à la contre-expertise, aux réparations, et au contrôle technique, visés à l'Art. R 325-35. 1^{er} alinéa.

L'autorisation provisoire de sortie devra être établie par le prestataire sur mainlevée provisoire rédigée par l'autorité compétente. Une facture détaillée remise par le réparateur au propriétaire certifiera l'exécution des travaux.

Les véhicules dont l'état ne permet pas la circulation dans les conditions normales de sécurité ou qui ne sont plus conformes à leur réception ne peuvent être retirés de la fourrière que par des réparateurs chargés par les propriétaires d'effectuer les travaux reconnus indispensables à leur remise en état ou en conformité.

ARTICLE 17 : Mainlevée de la mise en fourrière

Par délégation du Président de la CCMP, l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière :

- informe le cas échéant l'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée, de la délivrance de l'autorisation

provisoire de sortie de fourrière et de la durée de sa validité. Un officier de police judiciaire prononce la mainlevée (l'officier de Police prescripteur ou le Maire).

- informe au préalable les services de Police ou de Gendarmerie compétents pour les véhicules volés, retrouvés en fourrière

L'autorité qui prononce la mainlevée en informe le Préfet sans délai. La mainlevée prend effet au jour de la délivrance de l'autorisation définitive de sortie de véhicule.

ARTICLE 18 : Restitution du véhicule

Le prestataire de la fourrière restitue le véhicule à son propriétaire ou son conducteur dès que ce dernier produit l'autorisation définitive de sortie (main levée) et s'est acquitté des frais de mise en fourrière, d'enlèvement, de garde et d'expertise. Ces frais sont arrêtés à la date de reprise du véhicule.

Si le Procureur de la République ordonne la mainlevée de la décision de mise en fourrière, faute d'infraction justifiant le recours à cette procédure, la restitution du véhicule est immédiate, inconditionnelle et gratuite pour le propriétaire, sans réserve du respect de l'Art. R 325-27 du Code de la Route.

ARTICLE 19 : Constat d'abandon

Si, dans les délais prévus à l'art. L.325-7 du code de la Route, le propriétaire du véhicule mis en fourrière ne répond d'aucune façon à la mise en demeure qui lui a été régulièrement notifiée, par délégation du Président de la CCMP, l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière constate au terme de ces délais l'abandon de ce véhicule.

En fonction du résultat des procédures de classement et de contre-expertise éventuelle du véhicule ou bien cette autorité propose à l'autorité qualifiée visée à l'Art. R.325-3 du Code de la Route, la remise de ce véhicule au service des Domaines pour aliénation, conformément à l'art. 1 e du Décret 72-823 du 6 septembre 1972 ou bien elle ordonne sa remise à l'entreprise de démolition pour destruction, conformément à l'Art. R 325-45 du Code de la Route.

ARTICLE 20 : Remise du véhicule aux Domaines pour aliénation

Sur délégation de l'autorité dont relève la fourrière, le prestataire de fourrière remet le véhicule désigné au service des Domaines pour aliénation, en respectant les dispositions du Décret 72-823 du 6 Septembre 1972.

Le prestataire de fourrière informe le Préfet de l'aliénation du véhicule ou de la nécessité de le détruire s'il n'a pas trouvé preneur.

Tout véhicule remis pour aliénation au service des Domaines et n'ayant pas trouvé acquéreur est sur décision du Préfet, livré à la destruction dans un délai de 8 jours à compter de la date de sa mise en vente.

ARTICLE 21 : Remise du véhicule a une entreprise pour destruction

La destruction du véhicule ne pourra être exercée en aucun cas par le gardien de la fourrière.

Ce dernier le remettra à une entreprise spécialisée qui a l'obligation d'opérer par le biais d'un démolisseur ou d'un broyeur agréé.

Le prestataire de fourrière informe le Préfet de la remise effective du véhicule à l'entreprise de démolition.

Le responsable de l'entreprise remet au prestataire un bon d'enlèvement délivré par l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière

Le fourrieriste rend compte de la destruction du dit véhicule à l'autorité qui a prononcé la mainlevée, ainsi qu'au Préfet et transmettra le certificat de destruction au service prescripteur.

ARTICLE 22 : Statistiques et bilan d'activité

Le prestataire de fourrière s'engage à fournir au Préfet, ainsi qu'au Maire, et à la CCMP, autorité de fourrière, dans les délais voulus, tous les renseignements statistiques demandés ainsi qu'un bilan annuel d'activités de sa fourrière.

Les représentants des communes et de la CCMP se réservent toute faculté de visite des installations, équipements et parcs de véhicules aux fins de vérification et contrôle des conditions de fonctionnement de la fourrière.

Le prestataire doit communiquer au plus tard 30 jours après le terme de chaque exercice civil, le compte-rendu d'activités permettant à la CCMP de vérifier la pertinence des conditions d'application de la présente convention.

ARTICLE 23 : Rémunération du prestataire**Stipulations Générales :**

La rémunération du prestataire de fourrière est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service.

Frais de fourrière

Lorsque la prescription de mise en fourrière a reçu commencement d'exécution, le prestataire de fourrière percevra directement auprès des propriétaires des véhicules enlevés : les frais d'enlèvement, de garde en fourrière, y compris les frais d'expertise si nécessaire.

Lorsque la prescription de mise en fourrière n'a pas reçu de commencement d'exécution, le prestataire de fourrière percevra, des propriétaires des véhicules, les frais inhérents aux opérations préalables à la mise en fourrière, à condition que le véhicule d'enlèvement se soit rendu sur les lieux

Les tarifs appliqués au 1^{er} janvier 2019 et pour toute la durée de la présente convention sont :

Voitures particulières	En euro TTC
Immobilisation matérielle	7.60
Opérations préalables	15.20
Enlèvement	116.81
Garde journalière	6.19
Expertise	61.00

Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycle à moteur non soumis à réception	En euro TTC
Immobilisation matérielle	7.60
Opérations préalables	7.60
Enlèvement	45.70
Garde journalière	3.00
Expertise	30.50

Autres véhicules immatriculés (remorques, tracteurs...)	En euro TTC
Immobilisation matérielle	7.60
Opérations préalables	7.60

Enlèvement	45.70
Garde journalière	3.00
Expertise	30.50

Véhicules PL 7,5 t \geq PTAC > 3,5 t	En euro TTC
Immobilisation matérielle	7.60
Opérations préalables	22.90
Enlèvement	122.00
Garde journalière	9.20
Expertise	91.50

*PTAC : poids total autorisé en charge

Véhicules PL 19 t \geq PTAC > 7,5 t	En euro TTC
Immobilisation matérielle	7.60
Opérations préalables	22.90
Enlèvement	213.40
Garde journalière	9.20
Expertise	91.50

Véhicules PL 44 t \geq PTAC > 19 t	En euro TTC
Immobilisation matérielle	7.60
Opérations préalables	22.90
Enlèvement	274.40
Garde journalière	9.20
Expertise	91.50

La facture délivrée au propriétaire comporte au minimum les précisions suivantes :

- le nom et adresse du prestataire de fourrière
- l'immatriculation, la marque et le type du véhicule
- le nom et adresse de son propriétaire
- la période de mise en fourrière
- la nature et le coût unitaire des prestations facturées (si réalisées effectivement)

Le prestataire de fourrière conserve en archives le double de cette facture pendant 10 ans à compter de la clôture de l'exercice.

Le prestataire de fourrière est tenu d'afficher de manière visible et lisible le barème de ses prestations, toutes taxes comprises dans le véhicule d'enlèvement et dans les locaux de la fourrière.

Les tarifs des prestations du fourrieriste seront affichés dans les mairies et dans les locaux des Polices municipales, et également diffusés via les sites internet des communes.

Défaillance du propriétaire du véhicule :

Lorsque le propriétaire du véhicule est introuvable, insolvable ou inconnu, l'autorité de fourrière versera une somme forfaitaire non révisable sur la durée de la convention de 196.38 euros TTC.

Dans ce cas, les sommes dues en exécution de la présente convention seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, accompagnée de toutes les pièces justificatives afférentes à la mise en fourrière.

S'agissant des véhicules classés en épave, conformément à circulaire n° 74-657 du 13 décembre 1974, ils seront enlevés pour être détruits immédiatement, sans passage d'expert, le prestataire se rémunérera sur la vente de la ferraille et une somme forfaitaire non révisable sur la durée de la convention de 116.81 euros TTC sera versée en complément pour chaque véhicule.

Véhicules vendus par le service des Domaines :

L'arrêté du 12 avril 2001 fixe à 765 €, la valeur marchande en dessous de laquelle les véhicules mis en fourrière réputés abandonnés et déclarés par expert hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité seront livrés à la destruction.

Si la valeur marchande du véhicule est supérieure au montant fixé par l'arrêté du 12 avril 2001, soit 765 €, le véhicule sera remis au service des Domaines aux fins d'aliénation.

Le décret 72-823 du 6 septembre 1972, article 8 détermine les conditions de remise aux Domaines. Les véhicules remis au service des Domaines sont aliénés dans les formes prescrites pour les ventes du mobilier de l'État.

Le prestataire récupérera le prix de vente du véhicule après déduction des frais engagés par le service des Domaines. Il ne pourra demander à la CCMP aucune somme complémentaire.

ARTICLE 24 : Réclamations

Le prestataire de fourrière est tenu de répondre à toute réclamation et d'en rendre compte à l'autorité prescriptrice de la mise en fourrière.

Le paiement des frais de fourrière par le propriétaire d'un véhicule au moment de sa restitution ne saurait justifier que le prestataire de fourrière ou l'autorité dont elle relève oppose une fin de non-recevoir à la réclamation du propriétaire.

ARTICLE 25 : Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 18 mois, à compter de la date de démarrage du service, qui se matérialisera par un ordre de service émis par la CCMP, autorité de fourrière, qui précisera les communes d'intervention.

La validité de la convention est attachée au maintien de l'agrément préfectoral accordé au prestataire.

Le prestataire de fourrière s'engage à tenir informé le Préfet et l'autorité de fourrière, la CCMP, de tout fait susceptible de remettre en cause son agrément.

ARTICLE 26 : Assurances

Le prestataire devra se faire couvrir par une compagnie d'assurance notoirement solvable de tous risques concernant la responsabilité civile, pour tous accidents corporels matériels ou dommages immatériels, directs ou indirects, résultant de l'exercice des activités faisant l'objet de la présente convention.

Le prestataire devra également assurer les véhicules nécessaires au service, ainsi que les bâtiments et mobiliers utilisés pour les besoins du service.

Les polices souscrites à cet effet devront être communiquées à la CCMP.

ARTICLE 27 : Responsabilité, clause de non recours

Le prestataire fera son affaire de tout litige pouvant résulter de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

La CCMP, autorité de fourrière, ou les prescripteurs de la mise en fourrière, ne pourront en aucun cas être mise en cause ou appelée en garantie par le prestataire ou les propriétaires des véhicules litigieux ou les tiers. Le prestataire s'engage en cas d'action des susvisées contre la CCMP, autorité de fourrière, ou les utilisateurs du service, à garantir ceux-ci.

ARTICLE 28 : Résiliation de la convention

La présente convention se trouverait résiliée de plein droit dans le cas où le prestataire

- serait privé de l'agrément préfectoral,
- céderait son entreprise ou interromprait son activité,
- serait déclaré en redressement judiciaire ou en liquidation de biens.

La résiliation est alors prononcée unilatéralement par la CCMP, 15 jours après une mise en demeure, si le prestataire n'est pas en mesure de présenter les agréments ou garanties exigés par la réglementation pour exploiter ce service public.

La CCMP pourra également résilier la présente convention par lettre RAR, avec un préavis de 3 mois, si, en raison de l'accroissement important des véhicules abandonnés (procédure de l'article R 325-29 VI du Code de la route), la CCMP ne peut plus assumer la prise en charge des frais prévus à l'article 23 : « Défaillance du propriétaire du véhicule ».

ARTICLE 29 : Sanctions

En cas de manquement du prestataire de fourrière à ses obligations réglementaires ou contractuelles, le Préfet peut à titre de sanction, lui adresser un avertissement ou suspendre son agrément pour une durée déterminée.

En cas de manquement grave ou de manquements répétés du prestataire de fourrière à ses obligations réglementaires ou contractuelles, le Préfet peut lui retirer définitivement son agrément.

En cas de manquement du prestataire à ses obligations (hormis les cas de force majeure dûment établis), la CCMP lui adresse un avertissement et la résiliation de la convention de prestation peut être prononcée unilatéralement par la CCMP sans indemnité, après trois manquements constatés.

ARTICLE 30 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, election de domicile est fait au siège de chacune des parties, précisé en page 1 de la présente convention.

Les décisions précitées, avertissements, suspension et retrait d'agrément, dûment motivées, sont notifiées au prestataire de fourrière, lequel est informé de ses voies de recours.

Les cocontractants soussignés déclarent connaître et approuver les dispositions de la présente convention



CONVENTION Fourrière Automobile

Entre :

La communauté de communes de miribel et du plateau

1820 grande rue
01700 MIRIBEL

Représentée par son Président, Monsieur Pascal PROTIERE, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire en date du

Dénommée "l'autorité de fourrière ou la CCMP"

D'une part,

Et

La commune de

Représentée par son Maire, , agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du

Dénommé " la commune"

D'autre part,

Préambule

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau (CCMP), établissement public de coopération intercommunale, est statutairement compétente pour « la création et la gestion d'une fourrière automobile intercommunale ».

Le conseil communautaire interrogé sur la restitution de la compétence aux communes s'est prononcé par délibération en date du 11/07/2018 sur le maintien de la compétence dans les statuts communautaire et s'est engagé à proposer aux communes qui le désirent un service opérationnel de fourrière automobile.

Compte tenu de ce qui précède, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : objet de la convention

Afin de proposer aux polices municipales des communes membres de l'intercommunalité, de faire face efficacement aux véhicules gênants ou stationnant irrégulièrement, la CCMP conventionne avec un fourrieriste agréé pour assurer les services d'enlèvement, de garde, de restitution à leurs propriétaires, de remise pour aliénation au service des Domaines et de remise pour destruction à une entreprise de démolition, des véhicules gênants ou à stationnement irrégulier.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement du service entre la CCMP et la commune.

ARTICLE 2 : Fonctionnement du service

La commune à compter de la signature de la présente convention adhère au service public de fourrière automobile et peut solliciter directement les services du fourrieriste agréé désigné par l'autorité de fourrière, le Président de la CCMP.

La commune s'engage à solliciter les services du fourrieriste conformément aux modalités de la convention conclue entre la CCMP et le fourrieriste agréé, et ce dans le parfait respect des textes. Un exemplaire de la convention signée avec le fourrieriste est annexé à la présente convention.

Pour faciliter les échanges entre la CCMP et la commune, le maire désigne un technicien référent. Pour la CCMP, la direction générale et le chargé de mission CISPD/contrat de veille seront les interlocuteurs de la commune.

La commune s'engage à assurer la parfaite information du public sur le fonctionnement du service (modalités de mise en fourrière, récupération du véhicule, tarification....) et à assurer les échanges avec les usagers durant toute la procédure de mise en fourrière.

La CCMP et la commune s'engagent mutuellement à se tenir informé de toutes situations qui pourraient impacter le bon fonctionnement du service.

ARTICLE 3 : Responsabilité des parties

Le Président de la CCMP, bien qu'autorité légale du service public de la fourrière automobile, ne peut pas prescrire de mise en fourrière, de même que les agents communautaires.

Les mises en fourrière sont prescrites pour la commune par :

- Le maire seul détenteur du pouvoir de police,
- L'Agent de Police Judiciaire Adjoint, chef de Police Municipale ou occupant ces fonctions, territorialement compétent, de sa propre initiative ou sur proposition de l'agent qui a verbalisé à la suite d'une infraction justificative de mise en fourrière (article R325-14 du Code de la Route).
- L'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent de la Gendarmerie Nationale

Le Maire ayant signé la présente convention s'engage :

- à respecter et faire respecter les lois et règlements en vigueur applicables à la mise en fourrière des véhicules ainsi que les dispositions de la convention conclue entre la CCMP et le fourrieriste,
- à ce que les agents placés sous son autorité :
 - recourent en priorité aux services du prestataire de fourrière précité pour l'exécution des mises en fourrière des véhicules,
 - respectent les délais convenus pour les décisions qui leur incombent,
 - fassent connaître au prestataire toutes décisions et informations utiles à l'accomplissement de sa mission, et lui communiquent notamment les noms, qualités et services des agents appelés à collaborer à cet effet avec lui.

ARTICLE 4 : délégations au maire

Afin d'assurer un fonctionnement fluide des opérations de fourrière, le Président de la CCMP, autorité légale du service public de la fourrière automobile, délègue au maire de la commune :

- le classement des véhicules dans une des trois catégories prévues à l'article R 325-30 du Code de la Route.
- la désignation, sur la liste établie par arrêté préfectoral, de l'expert chargé des opérations prévues aux articles L 325-7 et R 325-30 du Code de la Route.
- l'information le cas échéant de l'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée, de la délivrance de l'autorisation provisoire de sortie de fourrière et de la durée de sa validité.
- pour les véhicules volés retrouvés en fourrière l'information des services de Police ou de Gendarmerie compétents
- la procédure de constat d'abandon des véhicules

ARTICLE 5 – Contentieux

La commune en tant que prescripteur/ utilisateur exclusif du service assurera en cas de contentieux la responsabilité juridique, administrative et financière des actes de mises en fourrière.

ARTICLE 6 – Instance de concertation

Un comité de pilotage composé des maires ou leurs représentants et des agents concernés par le fonctionnement de la fourrière se réunira au minimum une fois par an pour établir un bilan.

ARTICLE 6 – Règlement des factures

Les sommes dues au fourrieriste seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, accompagnée de toutes les pièces justificatives afférentes à la mise en fourrière directement par la commune.

La CCMP reversera à la commune, en année N+1, au plus tard le 15/02, sur copie des factures acquittées et du bilan annuel transmis par le fourrieriste le montant du total des sommes versées.

ou

~~La CCMP procédera directement au règlement des factures émises par le fourrieriste.~~

~~A réception des factures, la CCMP transmettra par mail une copie pour validation du service fait au référent communal désigné par le Maire. Afin de permettre un règlement dans un délai global de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, la commune s'engage à valider la facture sous 5 jours. La validation implique que le service soit fait et le dossier complet.~~

ARTICLE 8– Résiliation-modification-litiges**Modification/révision**

Toute modification ou révision de la présente convention sera approuvée par délibération de la CCMP en concertation avec les communes adhérentes.

Résiliation

La présente convention peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à

5. AUTORISATION DU MAIRE A ESTER EN JUSTICE

M. le Maire rappelle qu'en début de mandat le conseil autorise le maire à ester en justice, notamment pour les problématiques qui touchent les questions d'urbanisme et autres. Lors de ce conseil, le Maire redemande une délibération sur ce sujet de façon à inclure les problématiques pénales. Il fait un rappel sur l'audience qui a eu lieu au tribunal de Bourg-en-Bresse concernant les parcelles qui avaient fait l'objet d'un défrichage illégal chemin du mas Durand, l'avocat de la partie adverse a opposé le fait que le maire n'avait pas l'autorisation expresse de son conseil pour demander des dommages et intérêts au titre de l'indemnisation sur le dépôt du préjudice environnemental. Cela n'a pas empêché de condamner les personnes fautives de ce défrichage pour la somme de 8 000€. Étant donné qu'il y a une seconde audience le 14 mars, il est conseillé d'autoriser M. le Maire à demander des dommages et intérêts en toute légalité et l'avocat adverse ne pourra pas opposer le fait que M. le Maire ne soit pas autorisé.

M le Maire donne lecture du projet de délibération.

M. Julian demande si le droit d'ester en justice se substitue-t-il au conseil municipal et si cela signifie que le Maire peut, à tout moment, aller en justice sans tenir compte de l'avis du conseil municipal.

M le Maire explique que le conseil délègue au maire le fait de représenter la commune. Si le conseil municipal demande expressément au Maire de ne pas aller en justice à l'encontre des propriétaires de la ZC64, il n'ira pas. Il rappelle que l'idée principale est quand même de rendre compte des actions, le maire est redevable, c'est une autorisation qui lui est conférée par le conseil municipal donc la moindre des choses est qu'il rende compte de ses actions.

M. Manié demande pourquoi est-ce que ce n'est pas restreint ou spécifié aux problématiques du PLU car cette autorisation ouvre tous les champs d'actions possibles.

M. le maire précise qu'en l'espèce il y a deux alinéas, l'un concernant la police administrative liée à l'urbanisme et la clause pénale, avoir le droit d'être partie civile et de demander des dommages et intérêts. L'avocat adverse est bien intervenu sur la mise en cause de cette clause pénale.

D'autres explications sont demandées à titre d'exemples, la lecture est faite de l'article L2122-22 16° alinéa confirmant que le conseil municipal doit bien décrire le sujet concerné. En l'espèce, la délibération concerne bien la ZC64.

DELIBERATION N° 19.01.02 : AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE (ARTICLE L2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES)

Rapporteur : Bruno Loustalet

En premier lieu, Monsieur le Maire rappelle qu'en vertu de l'article L.2122-22 (16°) du Code général des collectivités territoriales, le conseil municipal peut, par délégation, charger le maire, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat, d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal et de l'autoriser à transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 €.

Il est demandé au conseil municipal de déléguer au maire cette compétence pour la fin du mandat.

En second lieu, suite aux opérations de défrichement sauvage réalisées au premier semestre 2018 sur la parcelle ZC64, située Chemin du Mas Durand, Monsieur le Maire a déposé plainte auprès du Procureur de la République.

Des poursuites ont été engagées par le Parquet à l'encontre de M. REMOND et de Mme DUAULT. Une convocation a été adressée à la commune dans la perspective de l'audience correctionnelle qui se tiendra le 14 mars prochain à BOURG EN BRESSE.

La commune pourra faire valoir ses droits en qualité de victime lors de cette audience, afin notamment de solliciter auprès du Tribunal la condamnation des prévenus à réparer ses préjudices et de remettre le site en état. Il convient pour cela de confier la mission à l'avocat de la commune de se constituer partie civile au nom et pour le compte de la commune.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à la majorité absolue des suffrages exprimés :

- D'autoriser Monsieur le Maire, pour la durée de son mandat, d'intenter au nom de la commune ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, devant les juridictions de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire, en première instance comme en appel ou cassation, et de l'autoriser à transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 €.
- D'autoriser Monsieur le Maire à désigner Maître Pierre-André LAMOUILLE, du Cabinet FIDAL, pour assurer la défense des intérêts de la commune dans le cadre des procédures judiciaires relatives aux opérations de défrichement de la parcelle ZC64, et notamment de procéder à la constitution de partie civile de la commune lors de l'audience qui se tiendra devant le Tribunal correctionnel de BOURG EN BRESSE le 14 mars prochain.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	3

6. LE DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

M. le Maire précise que pour les petites communes, le débat d'orientations budgétaires n'est pas obligatoire. Il lui tient à cœur de le faire pour une bonne transparence. Il rappelle que la France, depuis la fin d'année 2018, se trouve dans une situation de crise sociale qui a sanctionné les prévisions de hausse. Le gouvernement devait tenir ses objectifs de 3% mais ne seront pas tenus et c'est dans un début d'année compliqué, incertain que la commune doit élaborer son budget.

Il remercie Mme Dupuy-Roudel et M. Guillard pour leur travail, leur suivi précis, précautionneux et leur traque aux dépenses superflues en soulignant que cet exercice est à refaire en 2019. La commune doit faire des choix qui sont contraints par la baisse de la DGF. Le FPIC, quant à lui, ne baisse pas les charges lourdes pèsent sur le budget communal. La situation à Thil est assez favorable, il y a des réserves car la commune est très attentive aux dépenses et aux charges de personnel.

M. le Maire donne lecture de la délibération et du rapport d'orientation budgétaire 2019.

DELIBERATION N° 19.01.03 : DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire expose que le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) a pour objet de discuter des grandes orientations qui présideront à l'élaboration du prochain Budget Primitif conformément aux dispositions de l'article L.2312-1 et suivants du CGCT.

- Considérant que le débat en Conseil Municipal doit avoir lieu, au plus tard, dans les deux mois précédant l'examen du budget,
- Considérant que le débat sur les orientations générales présidant à l'élaboration du Budget Primitif 2019 s'est déroulé ce jour au Conseil Municipal,
- Considérant que le contenu de ce débat n'est pas soumis au vote mais son compte rendu figure au registre des délibérations de la commune de THIL,

Le Conseil Municipal :

- PREND ACTE de la tenue ce jour, au sein du Conseil Municipal, du débat portant sur les orientations budgétaires de la commune de Thil pour l'année 2019,
- DIT que la présente délibération à laquelle est annexée le texte introductif au débat sera affiché pendant un mois en Mairie et mise en ligne sur le site communal dès retour du contrôle de légalité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.



Conseil Municipal du 17 janvier 2019

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2019

BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE

Préambule

L'article 2312-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que « dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au plus tard au conseil municipal dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique [....].

Notre commune n'est pas assujettie à cette disposition légale. C'est un choix que nous avons fait depuis le début du mandat de nous y soumettre par souci d'une information la plus large possible du Conseil et, au-delà, de nos concitoyens.

Ce rapport s'attache donc à situer le contexte économique et réglementaire dans lequel s'inscrit la préparation du budget pour l'exercice 2019. L'élaboration du budget communal est directement impactée par la stratégie financière adoptée par l'État, laquelle est définie dans le cadre de projet de lois de programmation des finances publiques (PLFP) pour la période 2018 à 2022 et le projet de loi de finances (PLF) 2019.

Les dispositions du projet de Loi de Finances pour 2019 ont été présentées le 24 Septembre.

Le contexte mondial

La croissance mondiale du PIB (Produit Intérieur Brut) a atteint 3,7% en 2017 (3,2% en 2016). Cette dynamique de croissance est due au rebond de la production industrielle, à une constante hausse de la consommation, des investissements et des échanges commerciaux depuis le 2^e semestre 2016, et aux changements récents de la politique fiscale américaine (baisses d'impôts des entreprises et des ménages).

Cependant, alors que le FMI (Fonds Monétaire International) prévoyait une croissance de 3,9% pour 2018, l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques) vient d'abaisser cette prévision (à 3,7%) ainsi que ses chiffres pour la plupart des pays du G20 (sauf les États-Unis et la Chine), mettant en avant le regain de tensions commerciales, le resserrement des conditions financières lié à la sortie des politiques monétaires accommodantes, les risques politiques accrus (en particulier en Europe, notamment au Royaume-Uni et en Italie) et le retour des risques financiers, dix ans après la crise.

Pour la zone euro, l'OCDE prévoit une hausse du PIB de 2% seulement cette année (2,4% en 2017), et de 1,9 % en 2019. La France, après avoir atteint 2,3 % en 2017, reculerait à 1,6 % voire selon les estimations de l'INSEE à 1,5 %, du fait de l'impact de la crise sociale « des Gilets Jaunes ».

L'Insee a ainsi raboté de 0,1 point sa prévision précédente, à l'image de la Banque de France jeudi dernier, qui a également abaissée son pronostic pour 2019 à 1,5 %.

Le contexte français

Si en 2017, la croissance française a été plus dynamique que prévu, atteignant un taux inédit depuis dix ans : 2,3 % (1,1% en 2016), elle devrait ralentir en 2018 et s'établir à 1,6%. Les raisons principales en sont : le « contrecoup » de la croissance vigoureuse de 2017, une consommation des ménages en baisse, l'impact des grèves dans les transports, ainsi que d'autres facteurs internationaux tels que la forte remontée des prix du pétrole, la hausse de l'euro par rapport aux autres monnaies, le renforcement des tensions protectionnistes, les craintes sur la politique monétaire, l'inflation, les incertitudes politiques en Europe ainsi que l'impact de la crise sociale de fin d'année déjà évoquée..

La croissance plus faible, ainsi que la reprise de la dette de SNCF Réseau, vont empêcher la France de tenir son objectif de 2,3% de déficit public en 2018 ; celui-ci devrait être de 2,6%, soit le même niveau qu'en 2017. Pour 2019, le projet de loi de finances prévoit un déficit de 2,8%. Cette augmentation sera due notamment à la transformation du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) en réduction de cotisations patronales (20 milliards d'euros).

La dette publique de la France, fruit de l'accumulation des déficits au fil des ans, est aujourd'hui établie à 2.323 milliards d'euros, ce qui équivaut à 98,6% du PIB.

Dans ce contexte, la consommation en début d'année prochaine pourrait bénéficier de mesures comme la baisse de la taxe d'habitation et des cotisations sociales, qui s'ajoutent au recul amorcé du prix du pétrole.

L'Insee estime ainsi que le pouvoir d'achat des Français progressera en 2018, comme l'année précédente, grâce à une forte accélération sur le dernier trimestre due aux mesures gouvernementales et à la baisse du pétrole.

Les mesures annoncées pour soutenir le pouvoir d'achat dévoilées le 10 décembre par le président Macron, laissent espérer à 2 % l'acquis de croissance pour le pouvoir d'achat au premier semestre de l'année prochaine.

Pour l'Insee, les principales incertitudes pesant sur la croissance sont le protectionnisme à l'international, le Brexit en Europe et le mouvement des Gilets jaunes en France.

Les grandes lignes du projet de loi de finances 2019 sont :

- ❖ **Augmentation du pouvoir d'achat** : suppression de la deuxième tranche de la taxe d'habitation pour 80 % des contribuables, réduction des cotisations chômage et maladie, exonération des heures supplémentaires de cotisations sociales à compter de septembre 2019 ;
- ❖ **Travail** : 2,5 milliards d'euros seront investis pour traiter en profondeur les causes du chômage qui reste (le taux de chômeurs tourne autour de 9% en 2018) ; les entreprises bénéficieront de la transformation du CICE en allègements pérennes de charges, de la poursuite de la baisse de l'impôt sur les sociétés, et d'une fiscalité simplifiée par la suppression d'une vingtaine de petites taxes ;

- ❖ **Protection** : revalorisation du minimum vieillesse et de l'allocation adultes handicapés ; les moyens alloués aux armées, à la justice et à l'intérieur seront également renforcés ;
- ❖ **Avenir** : un effort budgétaire important sera porté sur l'éducation (860 millions d'euros d'augmentation du budget, malgré la suppression programmée de 1.800 postes), la recherche, la transition écologique et à travers le « Grand plan d'investissement » du Gouvernement ; la transformation en profondeur de l'action publique s'accélèrera en 2019 avec la réforme de l'audiovisuel public, un nouveau service public de l'emploi, la revue à la baisse des effectifs de l'État et de ses opérateurs (objectif de 50 000 suppressions d'emplois d'ici 2022), ainsi qu'un rééquilibrage de la présence française à l'étranger en fonction des priorités géostratégiques.

Il est à noter que pour la première fois depuis 2001, la sécurité sociale devrait présenter en 2019 un budget excédentaire de l'ordre de 700 millions d'euros.

Les orientations prises en considération pour l'élaboration du budget communal

Après une année 2018 qui a vu la mise en place de la première étape de la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des contribuables la Loi de finances ne présente pas de gros bouleversement pour les finances locales.

Pour 2019 les concours financiers de l'État aux collectivités sont stables par rapport à la loi de finances initiale pour 2018, enregistrant une légère hausse (70 M€) pour atteindre 48,2 Md€. La DGF (Dotation Globale de Fonctionnement) des communes et des départements est maintenue, à hauteur de 26,9 Md€, ainsi que les mêmes péréquations qu'en 2018, ainsi qu'une augmentation de la Dotation de Solidarité Rurale

Globalement, les dotations de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements sont selon le gouvernement maintenues à un niveau historiquement élevé de 2,1 Md€, dont 1,8 pour le bloc communal hors FCTVA.

Toutefois, ces considérations restent à un niveau de généralité très important en l'absence de précisions sur les données précises concernant :

- ✓ La Dotation Globale de Fonctionnement dont je rappelle qu'elle a été divisée par un facteur 2 depuis 2013
- ✓ La contribution de la commune au FPIC (49 291 € en 2018).

La commune doit intégrer à nouveau dans ses orientations budgétaires ces deux données que viendront atténuer les dotations communautaires (AC/TP et DSC) dont le montant 2018 - 103 k€ vs 98 k€ inscrit au BP - a pu bénéficier de la bonne tenue de l'économie locale.

L'impact des mesures nationales sont compensées par la solidarité communautaire. Cette dernière ne doit pas pour autant occulter les efforts de bonne gestion

réalisées par la commune notamment sur le chapitre 11 (Charges à caractère général) et Chapitre 12 (charges de personnel).

Le Budget Principal

Les efforts consentis matérialisent notre marge de manœuvre car ils permettent d'améliorer notre capacité d'autofinancement. Cette dynamique vertueuse incite à maintenir le cap de la politique budgétaire suivi par la commune depuis le début du mandat. Les prochaines Commissions « finances » permettront de détailler les résultats pour l'exercice budgétaire 2018.

Marie Paule Dupuy-Roudel et Philippe Guillard, chacun dans le secteur, veilleront une fois encore au respect de ce principe tout au long de l'année 2019.

Dans ce contexte, le budget principal se fixera comme objectifs :

En Section de fonctionnement

Je vous propose de maintenir, sauf imprévu, un niveau de charges générales (Chapitre 11) et de charges de personnel similaire (Chapitre 12) à ceux atteint en 2018.

Des travaux d'entretien courant qui n'entrent pas dans le champ des investissements au regard de leur montants seront à prévoir : rénovation de peinture et équipement WiFi à la salle polyvalente, par exemple.

En Section d'investissement

L'école reste un poste d'investissement important. Après les travaux réalisés cette année dont les plus emblématiques restent le changement des portes d'accès et l'installation de TBI, il restera à procéder, pour 2019, aux arbitrages de travaux qui résultent du Plan Pluri annuel (2018-2022) établi l'an dernier. Toutefois, le pragmatisme invite à l'actualiser au regard des éventuelles évolutions de besoin lors d'une prochaine Commission Vie Scolaire.

Le bâtiment de la mairie a fait l'objet de plusieurs devis de rénovation (accès, fenêtres, ...) non seulement pour leur vétusté mais également parce que leur rénovation est source d'économie d'énergie. Il sera nécessaire de positionner les travaux selon leur degré d'urgence

La modification simplifiée du PLU annoncée lors de la cérémonie des vœux ainsi que les études relatives aux aménagements de voiries à prévoir à la suite des travaux de l'assainissement collectif mobiliseront des dépenses d'études préalables aux travaux à engager à partir de 2020.

Quant au réaménagement paysager du Quai des amours conduits dans le temps des travaux et ouvrages relatifs à la protection rapprochée, l'essentiel de la tâche en la matière impliquera de mobiliser les partenariats financiers possibles de façon à minimiser le reste à charge de la commune.

Dettes

Le tableau ci-dessous retrace l'état de la dette communale et les échéances de son extinction. Notons que l'amortissement au profit de la commune du Bail Emphytéotique Administratif conclu entre la commune et la SEMCODA compte pour une part importante de la dette.

Au vu des résultats de l'année 2019, je vous proposerai d'évaluer l'opportunité de rembourser par anticipation le prêt souscrit auprès de l'Agence France Locale au titre du refinancement du prêt souscrit pour financer le réaménagement de la Place de la Mairie.

Etat de la Dette

Etat de la dette extinction de la dette en 2026

- remboursement du prêt
« Travaux divers (2003) » en 2018
- remboursement du prêt
« extension de l'école (2005) » en 2020
- remboursement du prêt
« réaménagement place (2015) » en 2025
- reste à courir (2064)
amortissement du BEA (virement annuel de 6360€ (loyer) en section de fonctionnement du BP)

	Capital	Annuité	Dont. Amort Var.	Annuité
2017	587,957.67	48,442.39	45,261.66	-
2018	542,696.01	47,698.40	45,194.73	743.99
2019	497,501.28	42,100.71	40,160.56	5,597.69
2020	457,340.72	38,851.59	37,350.29	3,249.12
2021	419,990.43	35,582.95	34,390.12	3,268.64
2022	385,600.31	35,327.52	34,390.12	255.43
2023	351,210.19	35,068.72	34,390.12	258.80
2024	316,820.07	34,811.52	34,390.12	257.20
2025	282,429.95	34,552.03	34,390.12	259.49
2026	248,040.00	6,360.00	6,360.00	28,192.03
2027	241,680.00	630.00	6,360.00	-

Enfin, je vous rappelle que l'EPF01 assure le portage financier de deux tènements repérés au PLU (Parcelle 388, rue du Canal pour un montant de 250 000€ portage de 4 ans, parcelle 41, rue de la Mairie pour un montant de 320 000€ payable par annuité sur 10 ans) pour la réalisation de deux opérations de mixité de logement.

La SCOP Ain Habitat qui assurera leur aménagement, se substituera à la commune pour en faire l'acquisition. Au vu des procédures en cours, il est raisonnablement envisageable de considérer que ces acquisitions seront effectives à la fin de l'année.

Budget Annexe Assainissement

Comme vous le savez les travaux de réalisation du réseau d'assainissement collectif ont débuté en juillet 2018. Ces travaux sont coordonnés avec la rénovation du réseau d'eau potable dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le SIE-Thil-Niévroz.

Les deux premières phases Rue du Canal ont été achevées dans les temps.

En 2019, il est prévu, sauf aléas, que les deux premières tranches de travaux desservant la totalité du centre bourg soit environ la moitié des habitations du village se terminent en décembre prochain. Les premiers raccordements seront rendus opérationnels au tout début 2020.

Le service de l'assainissement de la commune, est comme cela est prévu par la loi, géré sous un budget annexe au budget principal et relevant de la nomenclature M49.

Section d'exploitation (fonctionnement)

Les recettes d'exploitation sont constituées de la taxe sur l'assainissement, des droits de raccordement, de l'amortissement des subventions ainsi que de la reprise du résultat de clôture.

En l'absence d'exploitation du réseau d'assainissement en cours de construction, la section d'exploitation est alimentée par les redevances du service auprès des abonnés raccordés du Lotissement « Le Clos des platanes ». Les dépenses concernent outre les dotations aux amortissements, les opérations d'entretien de la STEP filtre planté de roseaux.

Section d'investissement

Les recettes d'investissement correspondent dans leur quasi-totalité :

- ✓ Des soldes des subventions de l'Agence de l'eau et du Département de l'Ain (395 K€ mobilisés en 2018 sur 682K€)
- ✓ De la mobilisation des lignes d'emprunts souscrit auprès de la Banque des territoires (Caisse des Dépôts et Consignations).

Pour rappel le montant de l'emprunt souscrit (par assainissement) est de 1 606 128€ et n'a donné lieu en 2018 qu'à une mobilisation de 200 000 €.

Je rappelle qu'il a été négocié avec la Banque des Territoires que le remboursement des prêts (en capital et en intérêts) n'interviendrait qu'un an après la dernière mobilisation d'emprunt soit à partir de fin 2020 / début 2021 dans les termes du planning financier des travaux connus à ce jour.

Je dois rappeler également que les dispositions législatives arrêtées concernant le transfert de la compétence assainissements des communes à l'intercommunalité sont à ce jour connue. Le transfert de la compétence est acté au 1^{er} janvier 2020 avec une date butoir au 1^{er} janvier 2026 sauf opposition d'une majorité qualifiée de communes.

Pour ce qui concerne notre territoire, un travail important a été effectué pendant toute l'année 2018. Il vous sera restitué début février lors d'une assemblée plénière. L'orientation proposée par le Cabinet d'études est de valider le transfert de la compétence au 1^{er} janvier 2020. Si le transfert est acté, ceci signifiera le transfert à la CCMP de l'ensemble des actifs (STEP filtre planté de roseau et réseau communal) et du passif (ensemble des prêts en capital et en intérêts), recettes et dépenses c'est-à-dire du Budget Annexe.

7. TELE-TRANSMISSION

Il est rappelé au conseil municipal que les télétransmissions ont changé de prestataires et qu'il faut faire des demandes d'avenant/convention auprès de la Préfecture pour pouvoir continuer à émettre par ce biais.

M. Manié demande quel est le coût exact de ce changement et si des économies vont être effectivement faites.

M. Guillard répond qu'au moment où la délibération est prise, rien n'est sûr.

DELIBERATION N° 19.01.04 : MISE EN ŒUVRE DE LA TELETRANSMISSION ET DES GESTIONNAIRES DE CERTIFICATS AU SEIN DE LA COLLECTIVITE

Rapporteur : Philippe GUILLARD

Monsieur le rapporteur expose à l'Assemblée que la Commune souhaite poursuivre son engagement dans la dématérialisation de la transmission de ses actes soumis au contrôle de légalité à la préfecture.

Vu la loi n°2004-809 du 13 août relative aux libertés et responsabilités locales;

Vu le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2131-1, L3131-1 et L4141-1 ;

Considérant que la commune souhaite poursuivre son engagement dans la dématérialisation de la transmission de ses actes soumis au contrôle de légalité à la préfecture,

Considérant que, après une consultation dans le cadre du code des marchés publics, la société DOCAPOST a été retenue par le Centre de Gestion de l'Ain pour être le tiers de télétransmission ;

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **DÉCIDE** de procéder à la télétransmission des actes au contrôle de légalité ;
- **DONNE** son accord pour que le Maire signe le contrat d'adhésion aux services FAST ACTES ET FAST HELIOS pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ;
- **AUTORISE** le maire à signer électroniquement les actes télétransmis ;
- **DONNE** son accord pour que le maire signe la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité avec la préfecture de l'Ain représentant l'Etat à cet effet ;

- **DONNE** son accord pour que le maire signe le contrat de souscription entre la commune et DOCAPOST ;
- **DESIGNE** Mme Garcia Anne et Mme Frederickx Sandrine en qualité de responsables de la télétransmission.

Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION N° 19.01.05 : MISE EN ŒUVRE DE LA TELETRANSMISSION DES ACTES BUDGETAIRES

Rapporteur : Philippe GUILLARD

Monsieur le rapporteur expose à l'Assemblée que la Commune souhaite télétransmettre les actes budgétaires.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2131-1 ; L3131-1 et L 4141-1;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 26 octobre 2005 portant approbation d'un cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et fixant une procédure d'homologation de ces dispositifs ;

Considérant que la commune de Thil souhaite poursuivre son engagement dans la dématérialisation de la transmission de ses actes budgétaires soumis au contrôle de légalité à la préfecture,

Considérant que la télétransmission des actes budgétaires implique :

- le scellement du flux dans TotEM avant la télétransmission et le respect du format XML
- la télétransmission de l'ensemble des documents budgétaires afférents à un exercice à partir du premier document télétransmis

- la complétude des actes budgétaires transmis

- l'envoi concomitant, via Actes Réglementaire, de la délibération de l'organe délibérant et de la dernière page du document budgétaire signée par les membres de l'organe délibérant

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **DÉCIDE** de procéder à la télétransmission des actes budgétaires au contrôle de légalité ;
- **CONFIRME** l'utilisation de la plateforme de télétransmission DOCAPOST proposée par le Centre de Gestion de l'Ain ;
-
- **AUTORISE** le maire à signer l'avenant de la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité avec la Préfecture de l'Ain ;

Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

8. QUESTIONS DIVERSES

Grand débat

M le Maire annonce que le cahier des doléances est ouvert. Une seule personne s'est manifestée pour écrire mais n'a pas donné suite, et 3 autres personnes ont téléphoné pour savoir si le cahier était bien ouvert comme annoncé nationalement. Un site internet a été créé et les administrés peuvent écrire directement en ligne leurs doléances. Il en ressort principalement des questions très régaliennes telles que la suppression des impôts, une baisse des fonctionnaires, etc...A la lecture de ces revendications, la réflexion de faire un débat sur notre territoire est en cours avec les autres maires de la communauté de Communes. La ville de Thil peut être fière car les élus n'ont pas attendu pour provoquer des échanges avec les administrés.

M. le Maire annonce fin juin un atelier à Thil pour un retour sur le plan communal de sauvegarde et regrette que la population ne s'approprie pas plus les communications.

Divers

M. Manié demande si la ville n'a pas de problème avec la fibre optique.

M. le Maire répond qu'effectivement il faut poser la question au SIEA et que la Mairie a eu des soucis de coupure durant plusieurs jours de suite.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Fin de la séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le lundi 17 janvier 2019 à 22 h 08
Stopper l'enregistrement»